



Assemblée générale

Distr. générale
25 février 2011

Français et anglais seulement

Conseil des droits de l'homme

Seizième session

Point 9 de l'ordre du jour

**Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie
et l'intolérance qui y est associée : suivi et application
de la Déclaration et du Programme d'action de Durban**

Exposé écrit* présenté par Nord-Sud XXI, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[14 février 2011]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

L'islamophobie en Europe occidentale

Nord-Sud XXI est inquiet par le phénomène grandissant de l'islamophobie en Europe Occidentale. L'islamophobie (la peur de l'Islam et la haine des musulmans) se caractérise par la désinformation et une mauvaise compréhension de l'Islam. Le discours islamophobe affirme qu'il vise à combattre les mouvements islamiques militants; toutefois ses effets ne font pas une telle différence. Elles visent toutes les communautés musulmanes y compris les citoyens Européens. Les communautés musulmanes d'Europe tels que les turcs et les immigrés d'Afrique du nord et de l'ouest ont vécu en Europe depuis des générations. Elles ont été encouragées par les gouvernements occidentaux à s'établir sur le continent suite aux deux guerres mondiales en tant que main d'œuvre bon marché pour la reconstruction de l'Europe détruite. Depuis, les communautés musulmanes ont énormément contribué à la reconstruction et au bien-être socio-économique de l'Europe Occidentale.

L'islamophobie et la haine des musulmans sont nourris par des campagnes médiatiques qui associent les musulmans à des mouvements politiques ayant une interprétation militante de l'Islam. Cette association erronée se diffuse bien que l'islam rejette toute violence contre les civils sous aucun prétexte y compris en temps de guerre. De même, l'on constate que parmi les 1,5 milliard de musulmans du monde, la grande majorité n'est ni liée à des mouvements militants ni ne tolère leurs pratiques.

La campagne contre l'Islam et les musulmans prend diverses formes allant de la diffamation de l'Islam et autres actes de vilipende et de caricatures des personnalités musulmanes par de moyens audio-visuels ou écrites, à l'interdiction de tout symbole religieux et culturel musulman. L'islamophobie et la haine des musulmans sont souvent liées au racisme, à la discrimination et aux sentiments anti-immigrants.

On observe une hausse de la rhétorique antimusulmane et anti-arabe lors des élections locales et nationales en Europe. Les partis d'extrême droite plaisent aux électeurs grâce à des plans compréhensifs de changement socio-économique, culturel et politique qui rejettent le système existant et proposent de préserver l'identité et les valeurs européennes contre toute intrusion étrangère. La montée du chômage ainsi que les réductions des dépenses publiques dues aux épreuves financières et économiques que faite face l'Europe, peuvent aussi être considérées comme déclencheurs des incidents islamophobes. L'extrême droite vise les étrangers particulièrement les musulmans afin d'agrandir son audience électorale, persuadée que la propagation d'un discours politique anti-immigrant et antimusulman constitue un facteur majeur de succès électoral. Cette stratégie est évocatrice de propagandes nazies et fascistes des années 1930 dans le but de contrôler les gouvernements et fomenter des guerres qui ont créées l'une des plus grandes tragédies de la période 1939-1945.

Les parties ultra-nationalistes tels que le Parti pour la Liberté (Pays-Bas), les Démocrates suédois (Suède), le parti Populaire Danois (Danemark), le Parti Populaire Allemand (Allemagne), le Parti Libéral d'Autriche, le Front National (France), La Ligue du Nord (Italie), le Parti National Britannique (GB) et le mouvement « Tea Party » (Etats-Unis) sont de plus en plus représentés au sein des parlements de leurs pays respectifs où ils exercent une influence non-négligeable dans le législatif et l'exécutif. Des courants similaires ont été observés au Danemark, en Norvège et en Finlande. L'Union Démocratique du Centre (Suisse), le parti islamophobe le plus important d'Europe, est le plus large bloc parlementaire au sein du gouvernement suisse. Ces partis politiques visent à arrêter l'immigration en provenance des pays musulmans, l'interdiction de construction de nouvelles mosquées et minarets et l'interdiction du hijab, du Niqab et de la burqa, cette dernière étant le type d'habits portés par les femmes musulmanes conservatives. La prise de

position agressive du président français Nicolas Sarkozy contre le burqa est révélatrice de l'intolérance grandissante chez des politiciens européens à l'égard des musulmans.

Ci-suivent quelques incidents islamophobes qui méritent une attention particulière :

En juillet 2007, Marwa al-Shaerbini, une pharmacienne égyptienne de 32 ans, a été poignardée mortellement dans un tribunal allemand. Son agresseur, qui n'a pas dissimulé ses sentiments antimusulmans, a été condamné dans un jugement précédent après l'avoir insultée pour porter un voile islamique. Ce crime grave n'a attiré que peu d'attention en Europe et les medias se sont concentrés sur les questions liées à la sécurité au tribunal plutôt qu'aux motivations islamophobes de l'assaillant. Le 25 août 2010, Ahmed Sharif (43 ans), chauffeur de taxi à New York fut l'objet d'une agression. Michael Enright lui demandant sa religion et après avoir entendu le mot musulman l'a attaqué avec un couteau. Deux jours après ce crime, un afro-américain fut l'objet d'une attaque à Manhattan par des manifestants contre la construction d'un centre communautaire islamique près de « Ground Zero » à New York.

En août 2010, M. Thilo Sarrazin un ancien haut fonctionnaire du gouvernement allemand a publié un livre antimusulman intitulé « L'Allemagne court à sa perte » dans lequel il affirme que « les musulmans menacent les sociétés européennes et que les allemands couraient le risque de devenir des étrangers dans leurs propre pays ». M.r Sarrazin a admis que son livre puisse encourager le racisme et les positions des partis de droite. La chancelière allemande Angela Merkel avait, condamné ce livre; d'ailleurs, le 18 octobre 2010 elle fut citée en disant que l'expérience allemande pour construire une nation multiculturelle avait « échoué, complètement échoué » ce qui avait, de ce fait, renforcé un débat public de plus en plus hostile aux musulmans d'Allemagne.

En juillet 2010, le Dove World Outreach Center, une église œcuménique de Floride (Etats-Unis), a annoncé ce qu'elle nomme « journée internationale brûler un coran » pour commémorer l'anniversaire des attaques terroristes du 11 septembre 2001. Le pasteur Terry Jones, le cerveau de cette initiative disait : « Nous croyons que l'Islam est de Satan. C'est une religion trompeuse, c'est une religion de violence ». Cet acte outrageux a pu être évité grâce aux interventions d'individus et de groupes divers comme le Président Barack Obama et l'Association nationale des évangéliques qui ont averti qu'un tel acte pourrait créer des tensions entre musulmans et chrétiens dans le monde.

Suite à son film anti-Islam, « fitna » sorti en 2008, le politicien de droite néerlandais Geert Wilders, leader du Parti pour la Liberté prévoit en 2011 de publier un livre anti-islamique. Ce dernier affirme qu'il y sera question de « comment mieux combattre l'Islamisation du monde ». Il a indiqué que la sortie de cet ouvrage sera un premier pas dans la mise en place de « l'Alliance mondiale pour la Liberté », un forum mondial anti-Islamique.

En novembre 2009, les électeurs suisses ont décidé, lors d'un referendum public, l'interdiction de la construction de minarets. Ce referendum, effectué suite à la requête de l'Union Démocratique du Centre, fut soutenu par 57% des voix et par 22 sur les 26 cantons suisses. Ce vote constitue une atteinte à la liberté de religion puisque visant les musulmans en tant que minorité religieuse spécifique. Le Pape Benoît XVI a exprimé son regret vis-à-vis de ce vote qu'il considère comme étant un obstacle au dialogue inter-religieux et un acte entravant tout effort de restreindre les différences et de promouvoir l'entente qui préserverait la paix et la justice dans le monde.

L'interdiction des minarets en Suisse a encouragé les hostilités envers les musulmans et les partis islamophobes tel que le Front National, le Parti National Britannique, le Parti pour la Liberté, et la Ligue du Nord qui ont proposé des demandes similaires. La presse Britannique comme le Daily Express et Daily Star, a publié des séries de commentaires antimusulmans. Suite à l'article publié par le président Sarkozy critiquant ceux qui condamnaient le résultat de vote suisse contre les minarets, des enquêtes d'opinion en

France, Italie, Espagne, Pays-Bas et en Allemagne ont révélé une montée considérable de sentiments islamophobes et du nombre d'européen soutenant une interdiction totale de construction de minarets et/ou de mosquées. Dans une enquête effectuée par YouGov parmi 32000 électeurs lors des élections parlementaires européennes en juin 2009, 44% des électeurs anglais ont approuvé la déclaration selon laquelle : « Même dans ses formes les plus douces, l'Islam est un sérieux danger à la civilisation Occidentale », et seulement 32% ont exprimé leur désaccord vis-à-vis de cette déclaration. En France, une enquête officielle indiquait que 46% des électeurs étaient contre la construction de minarets et 41%, contre la construction de nouvelles mosquées.

Depuis 2004, des centaines de lieux de culte et centres communautaires musulmans ont été soit brûlés par des groupes extrémistes pyromanes ; ils ont subi des actes de profanation avec des textes insultants et des graffitis de type néo-nazis, ou ils ont été désacralisés avec du fumier et du sang. De tels actes criminels ont été répertoriés en Allemagne, Pays-Bas, France, Suisse, Grande Bretagne, Israël et aux Etats-Unis.

Conclusion

1. La montée en popularité des partis ultra-nationalistes et islamophobes en Europe Occidentale constitue une sérieuse menace aux traditions européennes de tolérance, de liberté et d'égalité. L'intolérance, l'égoïsme et les agendas politiques exclusionnistes que proposent ces groupes, mettent en danger les fondements même des démocraties libérales d'Europe Occidentale. Cela pourrait aussi mettre en péril toute forme de coexistence pacifique entre différentes religions et affecterait de manière négative la coopération internationale entre nations européennes et musulmanes.

2. La propagation du discours islamophobe représente une violation de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ainsi que des traités internationaux et régionaux de droits de l'homme. Cela pourrait éventuellement compromettre le statut de l'Europe Occidentale, acteur clé dans le système multilatéral et gardien des agences internationales y compris le système des droits de l'homme des Nations Unies.

3. La propagation de l'islamophobie et la haine contre les musulmans est un phénomène dangereux de plus en plus accompagné de violence et de crimes. Une telle propagation ne peut, de ce fait, pas être considérée comme une question de liberté d'expression mais plutôt comme un crime puni par la loi comme l'antisémitisme et l'incitation à la violence et à la haine raciale.

4. Combattre l'islamophobie est une responsabilité des gouvernements. Il est nécessaire d'introduire des programmes éducationnels, législatifs et institutionnels compréhensifs, de même que doivent être prises des actions légales contre tout individu ou groupes diffusant des doctrines islamophobes. Au niveau international, combattre l'islamophobie requiert une campagne impliquant l'ONU, les gouvernements, le monde académique, la société civile ainsi que les médias écrits et audio-visuels.